

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,
dont le siège se situe :

2 Antoine Charial 69003 LYON

Ci-après désigné "l'acheteur"

Prestations de nettoyage des locaux tertiaires et techniques de la Direction territoriale Méditerranée
du Cerema

25-016_MM

Cahier des Clauses Particulières
(CCP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHE.....	4
1.1– Objet.....	4
1.2 – Décomposition en lots.....	4
1.3 – Nature du marché public.....	4
1.4 – Prestations similaires.....	4
1.5 – Disposition environnementale.....	4
1.6 – Clause sociale.....	4
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4 - DELAIS D’EXECUTION ET PROLONGATION.....	5
4.1 – Délai d’exécution.....	5
4.2 – Prolongation du délai d’exécution.....	6
ARTICLE 5 – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE.....	6
5.1 – Contenu des prestations.....	6
5.2 – Prescriptions particulières d’hygiène et de sécurité.....	7
5.3. Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances du pouvoir adjudicateur.....	7
A - Informations préalables à l'inspection commune des lieux de travail.....	7
B - Inspection préalable des lieux de travail - Analyse des risques.....	8
5.4. Dispositions à prendre avant et durant l'exécution des prestations sur le site.....	9
5.5 – Programme d'exécution de la prestation de nettoyage des locaux tertiaire et technique...	9
5.6 – Conditions d’intervention.....	12
ARTICLE 6 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	12
6.1 – Obligation de résultat.....	12
6.2 – Obligation de confidentialité.....	13
6.3 – Protection des données personnelles.....	13
6.4 – Dommages aux installations.....	13
6.5 – Assurance du titulaire.....	14
ARTICLE 7 – MODIFICATION DU PERIMETRE D’EXECUTION.....	14
ARTICLE 8 – EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE.....	14
8.1 – Liens juridiques.....	15
8.2 – Travailleurs étrangers.....	15
8.3 – Reprise du personnel.....	15
8.4 – Liste nominative du personnel.....	15

8.5 – Demande de remplacement de personnel.....	15
8.6 – Accès aux locaux et équipements.....	16
8.7 – Comportement du personnel.....	17
ARTICLE 9 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	17
ARTICLE 10 – PENALITES.....	18
ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHE.....	19
11.1 - Nature du prix.....	19
11.2 – Contenu des prix.....	19
11.3 – Variation des prix du marché.....	19
11.4 – Clause de sauvegarde.....	20
ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	20
ARTICLE 13 – AVANCE.....	22
ARTICLE 14 – OPERATION DE LIVRAISON, VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	22
ARTICLE 15 – SOUS – TRAITANCE.....	23
ARTICLE 16– CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	23
ARTICLE 17– RESILIATION DU MARCHE.....	24
17.1- Résiliation sans faute.....	24
17.2- Résiliation pour faute.....	24
17.3- Liquidation du marché public résilié.....	25
ARTICLE 18 - CLAUSE D’EVOLUTION.....	25
ARTICLE 19 – LITIGES.....	26
ARTICLE 20 – Provenance, qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	26
20.1 Contrôle Qualité.....	26
20.2. Cahier de liaison numérique.....	27
20.3. Mise en œuvre des actions correctives.....	27

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHE

1.1– Objet

Le présent marché a pour objet les prestations de nettoyage des locaux tertiaires et techniques, accompagnées de fournitures associées (distributeurs de consommable, consommables, réceptacles d'hygiènes féminines) dans les 18 bâtiments de la Direction territoriale Méditerranée (Dter Med).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Cerema Direction Territoriale Méditerranée
Pôle d'activités des Milles
30 avenue Albert Einstein - CS 70499
13 593 AIX-EN-PROVENCE cedex 3

1.2 – Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

1.3 – Nature du marché public

Le présent marché a fait l'objet d'une consultation lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Il s'agit d'un marché mixte comportant :

- une part forfaitaire pour les prestations listées à l'annexe financière à l'acte d'engagement (onglet DPGF)
- une part à bons de commande conclu sans minimum et avec un maximum annuel de 30 000,00 € HT, pour les prestations listées à l'annexe financière à l'acte d'engagement (onglet BPU)

1.4 – Prestations similaires

L'acheteur pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

1.5 – Disposition environnementale

Le marché comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental prescrites et explicitées aux articles 5.5 et 20 du présent CCP.

1.6 – Clause sociale

L'acheteur s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics. Ce marché est soumis à un effort d'insertion volontaire qui pourra prendre la forme voulue par l'entreprise.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet le 15 mai 2025 ou à défaut à la date de notification. Il est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter du 3 juin 2025 date de commencement des prestations forfaitaires.

Le marché pourra tacitement être reconduit 3 fois pour une durée de 1 an pour chaque reconduction, sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 3 mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

Si le marché n'est pas reconduit, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière comprenant :
 - La décomposition du prix des prestations forfaitaires (onglet D.P.G.F.) ;
 - Le bordereau des prix unitaires (onglet BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses 6 annexes :
 - Annexe 1 : Plan de masse du site
 - Annexe 2 : Surfaces et matériels objets du marché
 - Annexe 3 : Prestations à effectuer par zone
 - Annexe 4 : Définition des prestations
 - Annexe 5 : Plan d'Assurance Qualité
 - Annexe 6 : Etat de la masse salariale
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Les avenants le cas échéant conclus en cours d'exécution du marché sont également des pièces constitutives.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION ET PROLONGATION

4.1 – Délai d'exécution

- s'agissant des prestations forfaitaires : elles démarrent dès le 3 juin 2025 au regard des prestations listées dans la DPGF.

- s'agissant des prestations à bons de commande : elles sont exécutées au fur et à mesure de la survenance du besoin. Le délai d'exécution des prestations figure dans chaque bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et doivent être réalisés jusqu'à leur complète exécution. En tout état de cause, en application de l'article R. 2162-5

du Code de la commande publique, la prolongation de l'exécution des bons de commande au-delà de la date limite de validité du marché doit s'effectuer dans des conditions qui ne méconnaissent pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

4.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G FCS.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les prestations dudit marché sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Lesdites prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes et aux spécifications techniques en vigueur.

Pour la définition des spécifications techniques demandées, si le CCP fait référence à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

5.1 – Contenu des prestations

La définition de toutes les prestations attendues (périodiques et ponctuelles) au titre du présent marché est précisée dans les Annexes 3 et 4 du CCP et en annexe financière.

Les prestations sont répertoriées comme suit :

➤ Prestations forfaitaires peuvent être périodiques ou ponctuelles (réalisées une seule fois pendant la durée du marché) :

Par prestations périodiques, il convient d'entendre les prestations s'exécutant périodiquement, selon les fréquences mentionnées en annexe 3 du CCP.

Elles peuvent être exécutées dans les 5 zones de locaux suivantes :

- x Zone 1 : « accueil, zones attenantes, circulations »
- x Zone 2 : « locaux d'hygiène/sanitaires, espaces repas, locaux sportifs »
- x Zone 3 : « bureaux, salles de réunion/formation, documentation, espaces détente »
- x Zone 4 : « locaux de stockage, locaux techniques, salles d'essai »
- x Zone 5 : « extérieurs et abords des bâtiments »

Les prestations de gestion des réceptacles d'hygiène féminine sont également des prestations périodiques.

Les prestations forfaitaires lié à la fourniture et pose des réceptacles d'hygiène féminine ainsi que des distributeurs de savon, d'essuie main et de papier hygiénique auront lieu une fois au démarrage du marché

➤ Prestations sur bons de commande :

Ce sont les prestations ponctuelles lancées par bons de commande par la DterMed, elles sont réalisées suivant le délai mentionné au bon de commande. Ces prestations concernent :

- x le nettoyage des cloisons et portes vitrées intérieures (2 faces) : annexe 4 au CCP

- x le passage de la monobrosse (lustrage)
- x le nettoyage en profondeur des sols souples (décapage, cirage et lustrage)
- x le shampoignonage des moquettes
- x les prestations ponctuelles nécessitant des heures agents en sus des prestations périodiques

Toutes les prestations objets du marché incluent la fourniture des consommables associées et nécessaires, qui ne donneront donc pas lieu à facturation en sus, il s'agit de :

- x le savon liquide
- x le papier hygiénique
- x les essuie-mains (papier)
- x les sacs poubelles
- x les produits liés aux prestations périodiques et ponctuelles

Le prestataire doit fournir des produits répondant aux exigences de l'Ecolabel européen (ou équivalent) en termes de produits respectueux de l'environnement et de la santé des agents de propreté et des usagers.

Le titulaire doit s'assurer de la bonne livraison des consommables et son acheminement. Il est le seul garant des livraisons, le Cerema n'en est pas responsable.

La fourniture et la mise en œuvre des appareils et distributeurs ainsi que l'approvisionnement en consommables fait partie de la prestation du marché de nettoyage. (voir annexe 2 au CCP les colonnes K, L et M indiquent le nombre de distributeurs par bâtiment).

Observations : concernant les matériels listés en annexe 2 au CCP (distributeurs notamment), la visite obligatoire a permis au titulaire de constater ce qui est en place, le nécessaire doit être fait pour reposer les équipements sans que l'ancien perçage soit visible - les supports ne devront pas être sur dimensionnés en rapport de la pièce.

5.2 – Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre ;
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise du titulaire ou à son représentant habilité.

5.3. Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances du pouvoir adjudicateur

A - Informations préalables à l'inspection commune des lieux de travail

Il est fixé une période de préparation à partir de la date de notification du marché et avant le démarrage des prestations forfaitaires le 3/06/25. Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations suivantes :

- Par les soins du Cerema :

L'établissement d'un plan de prévention qui sera communiqué au titulaire du marché pour prise en compte ;

Remise des recommandations et consignes diverses à destination du titulaire du marché des modalités d'accès au site réglementé, de circulation, du système de contrôle des accès, du règlement intérieur et des conditions d'intervention

Présentation des grilles de contrôles qualité,

- Par les soins du titulaire :

Les modalités d'intervention, détaillées en moyens humains et matériels,

Les coordonnées des responsables du titulaire du marché

Les noms et coordonnées de tous les sous-traitants, ainsi que l'identification des prestations sous-traitées pour établissements des DC4 concernés;

Les coordonnées de la ou des personnels d'encadrement responsable de l'exécution dudit marché ;

Les coordonnées des responsables d'encadrement de l'équipe de nettoyage

La liste nominative du personnel (*) et les qualifications professionnelles, y compris ceux des sous-traitants,

La liste des produits utilisés ainsi que les fiches produits correspondantes (tout changement devra être communiqué avant l'utilisation des produits en question),

Le planning prévisionnel annuel des prestations périodiques par bâtiment en fonction des exigences du CCP et de son annexe 3 ;

Élaboration d'un projet de cahier de liaison numérique , Cf. article 20-2 ci-après ;

Le planning annuel prévisionnel des dates de réalisation des autocontrôles par bâtiment,

Prise en compte du canevas du plan de prévention.

(*) Conformément à l'accord du 29 mars 1990 intégré à l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du Contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire, le titulaire est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution du marché précédent. Le titulaire s'engage à garantir l'emploi de 100% du personnel affecté au marché public faisant l'objet de la reprise qui remplit les conditions énoncées à l'article 7.2. de la convention collective précitée.

B - Inspection préalable des lieux de travail - Analyse des risques

- A l'initiative du **PLI** (Pôle Logistique Immobilier), il est procédé à une inspection commune des lieux de travail conformément aux articles R.4512-2 à 5 du Code du Travail une à deux fois par mois
- Le représentant du titulaire du marché et le PLI ratifieront le Plan de Prévention (conformément aux prescriptions du décret n°92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n°96-5 du 10 avril 1996) ;

5.4. Dispositions à prendre avant et durant l'exécution des prestations sur le site

A) Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés et des sous-traitants qu'ils affectent à ces

prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

B) A son initiative, le PLI organise une réunion avec le titulaire du marché et ces représentants sur site.

Durant cette réunion sera remis par le titulaire du marché :

- Les fiches de procédures et de planifications des interventions.
- Les fiches techniques des produits utilisés par l'entreprise
- L'accès au carnet de liaisons numérique

Les mesures décidées à l'occasion de l'inspection font l'objet de l'établissement du plan de prévention.

C) Le titulaire informe le PLI de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au **A)** du présent article.

L'ensemble des éléments fournis par le prestataire doit être actualisé et transmis au PLI annuellement à la date anniversaire du démarrage des prestations.

5.5 – Programme d'exécution de la prestation de nettoyage des locaux tertiaire et technique

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et devra mettre en place les moyens humains et matériels afin de garantir le résultat attendu par le Cerema.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

Il est porté à la connaissance du titulaire la spécificité du site d'Aix-en-Provence :

Eu égard au nombre de bâtiments répartis sur un campus de 14 ha, afin d'optimiser les interventions (contrôle chef d'équipe et ramassage des déchets triés à destination de la plate-forme de tri-sélectif...), le titulaire se mettra en capacité d'assurer le transport des déchets, des pieds des bâtiments jusqu'à la plate-forme de tri sélectif, dans les containers dédiés (mise à disposition de bacs 4 roues 660L avec timon d'attelage, d'un leve bac)

1. Dispositif de sécurité et matériels

Les prestations de nettoyage incluent toute suggestion d'accessibilité.

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement, après en avoir fait part au PLI.

Pour mener à bien ses prestations, le titulaire bénéficie des facilités suivantes : l'eau courante et l'électricité lui sont fournies gratuitement.

Les matériels, vêtements de travail, EPI et approvisionnements sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit fournir la liste des matériels qu'il utilise pour exécuter les prestations et la certification écolabel ou équivalent. Cette liste est accompagnée d'une notice technique précisant notamment la provenance et l'origine de ces matériels, les références d'utilisation.

Précisions :

- Il est entendu que le personnel du titulaire a été formé à l'utilisation et à la manipulation des matériels qu'il utilise sur chaque bâtiment.
- Tout matériel défectueux doit être mis hors service et remplacé au frais du titulaire ;

- Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit ;
- Les matériels ne doivent, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales et les extrémités supérieures des échelles et escabeaux sont protégées ; leurs pieds sont munis de patins protecteurs ;
- La DterMed dispose du droit d'interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers sans que le titulaire puisse en demander le dédommagement. La réparation de tout dommage causé aux installations et équipements du fait du matériel du titulaire est à sa charge ;
- La réparation de tout dommage causé aux installations et équipements est à la charge du titulaire.

Le titulaire prévoira un chariot de ménage par niveau de bâtiment et un aspirateur pour le bâtiment. Ces matériels seront consignés dans les locaux prévus à cet effet.

Seront également prévus une monobrosse et une cireuse (fournitures incluses) pour répondre aux commandes ponctuelles.

2. Produits

Le titulaire fournit à la DterMed, à sa demande, la liste des produits proposés pour l'exécution des prestations de nettoyage.

Cette liste est accompagnée :

- des fiches techniques et de sécurité précisant notamment la provenance, l'origine, la composition des produits ainsi que leur certification Ecolabel européen, NF Environnement ou leurs équivalents (référentiels accessibles sur <http://www.ecolabels.fr/fr/recherche-avancee/categories-de-produits-ou-services-certifies>). Le cas échéant, ces dernières sont mises à disposition des agents dans le local prévu à cet effet ;
- d'un procès-verbal d'essai précisant notamment le potentiel hydrogène (pH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensioactifs ;
- d'un échantillon référencé de ces produits.

Précisions :

La DterMed dispose du droit d'interdire les produits dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la santé et la sécurité des personnes. Tout produit rebuté doit être retiré et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Stockages des matériels et des produits :

Les produits et matériels doivent être stockés dans les locaux mis à la disposition du titulaire par la DterMed. Le stockage est limité aux quantités requises pour une période de deux mois. Le prestataire doit prendre toute précaution pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac de produits pulvérulents est interdit.

Le prestataire ne doit abandonner ou laisser sans rangement après chaque intervention, aucun matériel ou produit en dehors des emplacements autorisés, sous peine de leur évacuation à ses frais sans préavis par la DterMed.

Acheminement des matériels, des produits et des déchets :

L'acheminement des matériels et des produits nécessaires à l'exécution des prestations est effectué selon les itinéraires et les horaires autorisés par le maître d'ouvrage.

Le titulaire devra informer le PLI de toutes livraisons sur son site au moins 48h à l'avance. Dans le cas contraire le maître d'ouvrage peut refuser tout accès à son site.

Les livraisons seront réceptionnées par le prestataire ou son représentant. Les produits réceptionnés seront immédiatement mis dans le local dévoué à cet effet, mis à disposition par la DterMed. Ils ne doivent pas être stockés à l'extérieur de celui-ci. Le maître d'ouvrage ne pourra être tenu pour responsable pour tout vol ou disparition de matériels ou consommables.

En aucun cas, la DterMed ne réceptionnera ces matériels et produits.

Les déchets issus de ces matériels et produits sont à évacuer par le prestataire, à ses frais.

3. Consignes spécifiques

L'utilisation des sacs, corbeilles et d'une manière générale des ustensiles appartenant à la DterMed, est strictement interdite.

Les éponges et matériels de nettoyage des espaces repas, détente et sanitaires doivent être strictement différenciés de celles utilisées par les agents DterMed pour leurs propres besoins.

D'une manière générale, le matériel de nettoyage des sanitaires doit être strictement différencié de celui utilisé pour les autres locaux.

Chaque jour en début de nettoyage, le responsable d'encadrement doit s'informer auprès du PLI des éventuelles consignes et prendre connaissance et renseigner le carnet de liaison numérique.

Chaque jour, après la fin des prestations, le chef d'équipe du nettoyage ou le personnel affecté doit passer dans tous les locaux et s'assurer que les fenêtres sont fermées et tous les éclairages coupés.

Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après une intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par la DterMed. De même, un produit non conditionné ou conditionné sans étiquetage peut être évacué par la DterMed après mise en demeure écrite au prestataire.

4. Tri sélectif

La DterMed a mis en place du tri sélectif sur son site.

Chaque salle de réunion est équipé d'une corbeille recevant les déchets DIB et une bannette recevant le papier à recycler. 14 bornes de tri de 5 x 60L sont positionnées sur le site.

A proximité des imprimantes est positionné des conteneurs dédiés au recyclage du papier.

Les agents de nettoyage ont à vider les poubelles, bannettes et conteneurs périodiquement (Cf. annexe 3 au CCP) et dans les conditions explicitées dans le présent document. Une tournée est réalisée quotidiennement pour récupérer les sacs de déchets DIB, ceux-ci sont à mettre dans les bennes mis à disposition sur la plate-forme de tri sélectif du site. La fréquence de vidage des autres bacs de tri sélectif sera adaptée selon les besoins.

Tous les quinze (15) jours, les déchets des réceptacles d'hygiène féminine seront récupérés dans leur sac bactéricide et seront jetés dans la benne DIB.

Tout autre déchet équipements H.S., emballages (réception de consommables), sont à la charge du titulaire du marché. Celui-ci devra les récupérer et les déposer en décharge agréée en respectant les réglementations en vigueur.

5.6 – Conditions d'intervention

1. Période- plage horaire

Agents ou techniciens affectés aux prestations de nettoyage :

La période d'intervention est la suivante :

- pour les prestations forfaitaires périodiques ou non (hors heures agents) : ***du lundi au vendredi inclus, de 16h00 à 20h00***
- pour les prestations sur bons de commande: ***la période d'intervention sera indiquée à l'appui de la transmission du bon de commande***

Le titulaire est avisé qu'il ne peut de manière unilatérale décider d'assurer la prestation de nettoyage en dehors de ces plages horaires.

Les bâtiments de la DterMed sont mis sous alarme le soir. Le personnel de nettoyage devra avoir quitté le site avant 20 h.

La DterMed se réserve exceptionnellement le droit, si les nécessités du service l'exigent, de prescrire que les travaux commencent plus tôt ou plus tard qu'il vient être indiqué. Le prestataire ne peut prétendre à aucune indemnité tant que la variation imposée pour le commencement ou pour la fin d'une vacation ne dépasse pas une heure.

Les utilisateurs de la "zone loisir" (salle polyvalente et vestiaires de la zone sportive) seront informés par affichage des heures de nettoyage.

2. Conditions particulières d'exécution

Les agents ou techniciens doivent :

- éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veille à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local ;
- s'assurer que les lumières sont éteintes au terme de son intervention ;
- prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement ;
- s'assurer que portes et fenêtres soient refermées.

Par ailleurs, le prestataire informera le PLI soit sur le cahier de liaison, soit par messagerie de toute anomalie ou dysfonctionnement constatés. Si celles-ci concernent une effraction, un début d'incendie l'agent en informe immédiatement le poste de garde.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE

6.1 – Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations de ménage effectuées pour le Cerema, conformément au CCP et à ses annexes. Les autocontrôles demandés dans le CCP doivent permettre au titulaire de s'assurer de cette obligation. Le Cerema effectuera les contrôles prévus au CCP en guise de vérifications de cette obligation.

6.2 – Obligation de confidentialité

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment eu égard de tout tiers au présent marché public (y compris le personnel non affecté à l'exécution des prestations), pour toutes les informations qui lui sont confiées ou dont il viendrait à avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de diffuser la moindre information concernant le présent marché sauf accord écrit du Cerema.

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCP.

6.3 – Protection des données personnelles

Le Cerema et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par le Cerema, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données du Cerema, par courriel à l'adresse suivante : rgpd.dg@cerema.fr. Pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées au Cerema à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le Cerema et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

6.4 – Dommages aux installations

Le titulaire est responsable à l'égard du Cerema de tous les dommages, dégâts, incendies et autres causes, résultant notamment de la négligence de son personnel, de ses manquements dans l'exécution du marché public ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il est expressément convenu que le Titulaire est entièrement responsable :

- De son personnel de tous grades ou autre personne travaillant sur le site, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- Des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- Des vols et dégradations qui pourraient être commis par celui-ci ;
- Des dégâts et dommages survenus au Cerema, sur ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

6.5 – Assurance du titulaire

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ;
- De la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

Les garanties dont il bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DU PERIMETRE D'EXECUTION

7.1. Evolution de dix pour cent (10%) maximum (en plus ou en moins) du nombre de mètres carrés par bâtiment

En cours d'exécution des prestations forfaitaires périodiques, **les éventuelles évolutions de surface à entretenir sur un bâtiment représentant une variation jusqu'à dix (10) %** (en plus ou en moins) du nombre total de mètres carrés (m²) (hors fournitures associées), **sans modification du niveau de qualité sont sans incidence financière sur les montants des forfaits annuels dus** au titre dudit bâtiment.

Un délai de prévenance de quinze (15) jours ouvrés minimum doit être respecté entre la demande d'évolution de surface à entretenir et la prise en compte effective de l'évolution sur le terrain par le prestataire.

7.2. Evolution au-delà de dix pour cent (10) % (en plus ou en moins) du nombre de mètres carrés par bâtiment ou ajout d'un bâtiment ou fermeture définitive d'un bâtiment

En cas de modification au-delà de dix (10) % (à la hausse ou à la baisse) du nombre total des mètres carrés à entretenir d'un bâtiment donné ou en cas d'ajout d'un bâtiment ou en cas de fermeture définitive d'un bâtiment, un délai de prévenance de vingt (20) jours minimum ouvrés doit être respecté entre la demande de modification de surface de l'usager et la prise en compte effective des modifications sur le terrain par le prestataire.

Le périmètre des prestations forfaitaires périodiques ainsi modifiées est pris en compte à la date indiquée dans le courrier du Cerema.

Le nouveau montant des prestations forfaitaires périodiques ainsi modifiées est calculé (à la hausse ou à la baisse) au prorata des nouveaux mètres/ mètres initiaux.

ARTICLE 8 – EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE

8.1 – Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public.

8.2 – Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée.

8.3 – Reprise du personnel

Conformément à l'accord du 29 mars 1990 intégré à l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du Contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire, le titulaire est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution du marché précédent.

Le titulaire s'engage à garantir l'emploi de 100% du personnel affecté au marché public faisant l'objet de la reprise qui remplit les conditions énoncées à l'article 7.2. de la convention collective précitée. Il veillera à prendre en compte les données relatives à la reprise du personnel listé à l'annexe n°6 au présent CCP intitulée « Etat de la masse salariale ».

Il est rappelé que, conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail, certains contrats de travail de personnel se poursuivent avec l'entreprise succédant au prestataire actuel.

A cet effet et à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit communiquer sous quinze (15) jours un tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale à reprendre au titre du présent marché. Ces informations sont publiables par le pouvoir adjudicateur lors de la procédure visant à renouveler le présent marché.

A défaut de réponse dans le délai imparti, une pénalité pourra être appliquée.

8.4 – Liste nominative du personnel

Le titulaire doit justifier en permanence d'un personnel suffisant pour assurer la bonne exécution des prestations, conformément aux dispositions du présent CCP (article 20) et aux éléments indiqués dans le mémoire technique.

Le titulaire s'engage à faire en sorte que les agents puissent comprendre le français (moyens de traduction : n° de téléphone d'astreinte par exemple).

8.5 – Demande de remplacement de personnel

Le Cerema se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché public, de solliciter par tout moyen permettant d'accuser réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception de la demande, à lui proposer un remplaçant de compétences au moins équivalentes. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du titulaire, pour quelque cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de l'intervenant ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

Quelle qu'en soit la cause, le titulaire est par ailleurs tenu d'informer le Cerema de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations et doit veiller à la mise à jour de la liste nominative du personnel.

Le titulaire doit fournir au Cerema, à sa demande, tous les justificatifs relatifs à la compétence des intervenants.

En toute hypothèse, le silence gardé par le Cerema dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification par le titulaire de la proposition d'un remplaçant vaut acceptation du remplaçant ou nouvel intervenant proposé. En cas de refus porté à la connaissance du titulaire dans ce même délai, le titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du Cerema.

Tout nouveau personnel affecté au site doit être présenté du gestionnaire de site au plus tard à la date de sa prise de fonction et avant son entrée sur le site.

Les remplacements doivent dans tous les cas être assurés conformément aux dispositions ci-dessous :

Les prestations journalières décrites au présent CCP devant être effectuées dans leur totalité, l'entreprise doit mettre en place une organisation spécifique de gestion de son personnel notamment pour en assurer le remplacement en cas d'absence non programmée en cas de maladies, etc.

Cette gestion doit être opérante en fonction de l'organisation des prestations journalières proposée par l'entreprise.

Une vigilance particulière est demandée au prestataire sur la réalisation des prestations dans les zones suivantes classées par ordre de priorité :

dans la zone « sanitaires » : le nettoyage des sanitaires, la mise en place des consommables sanitaires, le vidage des conteneurs d'hygiène féminine, la collecte et le vidage des poubelles et leur acheminement dans les conteneurs prévus, le nettoyage des sols ; l'organisation mise en place devra assurer le remplacement des agents affectés à ces postes,

le ramassage quotidien des poubelles des autres zones concernées.

Les seuils de contrôle relatifs aux prestations ci-dessus reflètent l'importance de ces zones.

La mise en place d'un éventuel « service minimum » occasionnée par une absence ne porte pas préjudice à l'application des pénalités, réfections ou l'éventuelle lancement de procédure de résiliation pouvant résulter du non- remplacement de personnel.

8.6 – Accès aux locaux et équipements

Le personnel du titulaire est tenu d'observer les consignes et les règles appliquées au personnel du Cerema.

Le titulaire doit doter son personnel d'un vêtement de travail conformément aux dispositions du CCP. Tout agent non revêtu de son vêtement de travail, démunie de son badge ou présentant une tenue négligée ne sera pas admis sur le site.

8.7 – Comportement du personnel

Le personnel du titulaire est soumis à une obligation de réserve, tant à l'égard du personnel du Cerema que des prestataires et des visiteurs.

Le titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel. De ce fait, il s'engage à respecter et à faire respecter les interdictions suivantes qui lui sont faites :

- Provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail,
- Manquer de respect au personnel du Cerema,
- Distribuer des brochures, tracts ou journaux,
- Introduire de la marchandise destinée à être vendue,
- Sortir des établissements des objets ou des documents dont le Cerema est propriétaire, procéder à des vols ou à des détériorations, utiliser à des fins personnelles, sans accord préalable du Cerema, les moyens divers mis à sa disposition ou auxquels il a accès,
- introduire et/ou consommer dans les locaux de la drogue ou des boissons alcoolisées, sortir des locaux des objets qui lui sont confiés pour l'exercice de ses fonctions.

Cette liste n'est pas limitative.

L'utilisation du téléphone portable personnel est limitée aux situations d'urgence ou relatives à l'organisation du travail.

Le personnel du titulaire ne sollicite pas le Cerema pour des problématiques relevant du titulaire.

Indépendamment des obligations dont le titulaire devrait personnellement répondre de son propre chef ou de celui de ses préposés, il répondra des mises en cause auxquelles le Cerema pourrait être exposé en raison de la survenance des interdictions listées ci-dessus.

ARTICLE 9 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande définit les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées en fonction des délais sur lesquels s'est engagé le titulaire dans son offre.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché,
- La date du bon de commande
- Le numéro du bon de commande – **mention obligatoire**,
- L'identification du titulaire,
- La désignation des prestations à réaliser,
- La référence à la proposition établie par le titulaire,
- Le délai d'exécution,
- Le lieu de livraison, le cas échéant,
- Les prix unitaires et totaux HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA,
- L'adresse de facturation,
- Le SIRET du Cerema– **mention obligatoire**.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.- FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

ARTICLE 10 – PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Toutes les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles sont retenues par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché.

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 30 % du montant des prestations forfaitaire sur la durée du marché.

Sur simple constat d'une inexécution, d'une exécution incomplète d'une prestation ou d'une absence de respect de la fréquence tels que définis à l'annexe 3 du CCP « prestations à effectuer par zone » et après signalement dans le cahier de liaison ou par courriel, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités comme suit:

Type	Date d'effet	Montant HT	Unité
PRESTATIONS			
Inexécution, exécution partielle, non-respect de la fréquence de la prestation de nettoyage de tout ou partie des zones 1, 2 (hors sanitaires), 3, 4 ou 5	Jour de la constatation	20 €	Par bureau, salle d'essai, circulation, salle de réunion...
Inexécution, exécution partielle, non-respect de la fréquence de la prestation de nettoyage de tout ou partie des sanitaires	Jour de la constatation	50 €	Par sanitaire
Non-respect du tri sélectif (papier et carton plié recyclé)	Jour de la constatation	10 €	Par sac poubelle
Non acheminement depuis les bâtiments vers la plate-forme des sacs poubelles dans les containers prévus à cet effet	Jour de la constatation	20 €	Par bâtiment
Traces de coulures sur les murs lors du nettoyage des vitres	Jour de la constatation	10 €	Par fenêtre
Non-respect du délai de réalisation des prestations ponctuelles (sur bons de commande)	Jour de la constatation	10 €	Par jour
Non remplacement ou réparation d'un appareil ou distributeurs (essuie-mains, savons, papier hygiénique) présentant des dysfonctionnements ou décroché du support mural	Jour de la constatation	10 €	Par jour
Absence de rangement du matériel de ménage dans les locaux prévus à cet effet	Jour de la constatation	30 €	Par matériel
Réceptacle hygiène féminine non nettoyé ou non vidé ou absent	Jour de la constatation	10 €	Par matériel
DOCUMENTS			
Non-conformité à la réalité de la liste du personnel sans information du personnel d'encadrement	Jour de la constatation	20 €	Par jour
Non remise des documents demandés lors de la période de préparation	Au terme de la période de préparation	50 €	Par semaine de retard
Absence de remise compte-rendu consécutifs aux Contrôles Qualité ou de visa des comptes-rendus	À l'issue des délais prescrits en Annexe 5	20 €	Par jour de retard
PERSONNEL INTERVENANT			
Intervention d'un tiers non autorisé	Jour de la constatation	500 €	Jour
Intervention d'un personnel hors de la plage horaire non autorisé par la DterMed	Jour de la constatation	200 €	Jour
Utilisation des téléphones portables personnels et écouteurs musique	Jour de la constatation	20 €	Par jour / par agent
Absence du port des EPI adaptés à la prestation et d'un logo spécifiant l'appartenance à la société de nettoyage	Jour de la constatation	20 €	Jour
APPROVISIONNEMENT			
Rupture d'approvisionnement de consommables sanitaires par jour (savon, papier hygiénique, essuie-main, sac poubelle...)	Jour de la constatation	20 €	Jour
Absence de communication de livraison des consommables sur le site ou absence d'un agent de l'entreprise titulaire pour réceptionner la livraison des consommables	Jour de la constatation	50 €	Forfaitaire
AUTRES			

Type	Date d'effet	Montant HT	Unité
Non communication de l'absence d'un agent (congrés annuel, maladie, temporaire, exceptionnelle...)	Jour de la constatation	50 €	Par jour
Non consultation du cahier de liaison (émargement faisant foi) ou absence de retour écrit (via carnet de liaison) sur les mesures correctives	Jour de la constatation	10 €	Jour
Absence aux réunions ou aux Contrôles Qualité programmés	Jour de la constatation	50 €	Forfait
Absence de fourgon	Le jour de la constatation	50 €	Jour
Perte ou absence de remise d'une clé passe ou d'un badge	Le jour de la constatation	50 €	Par jour
Non communication de la liste de reprise du personnel	Sous un délai de 15 jours à compter de la date de la demande	500 €	Forfait
Retard par rapport aux délais d'intervention mentionnés à l'article 6-5 de l'acte d'engagement	Jour de la constatation	100 €	Par jour de retard

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ

11.1 - Nature du prix

Les prix figurent dans l'annexe financière, annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix de référence des prestations sont forfaitaires (prestations onglet DPGF) et à prix unitaires (prestations onglet BPU) nets HT.

11.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

11.3 – Variation des prix du marché

Les prix sont révisibles annuellement à date fixe par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres (mois M0).

Les prix initiaux sont valables la première année, puis révisés annuellement à la date anniversaire de début des prestations forfaitaires par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times C$$

$$C = [0,15 + 0,85 \times (I_{n-3}/I_o)]$$

Selon les dispositions suivantes :

- P_n est le prix révisé,
- P_o est le prix au mois M_0 ,
- C est le coefficient de révision des prix,
- Indice I_{n-3} est le dernier indice connu lors de la révision moins trois mois (date anniversaire du début des prestations forfaitaires moins 3 mois),
- Indice I_o est l'indice du mois M_o correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'indice retenu pour le calcul de la révision est l'index Propreté élaboré par la Fédération des Entreprises de Propreté (<https://index-proprete.fr>) .

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

En cas de changement par la FEP (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression d'un indice et de non-proposition d'un indice de remplacement par la FEP (ou par un organisme habilité) le Cerema propose par voie d'avenant au Titulaire un nouvel indice.

Le titulaire doit remettre au Cerema ses prix révisés deux mois avant la date anniversaire du marché, par la voie électronique ou par courrier recommandé, à l'adresse suivante :
Centre Financier Mutualisé de St Médard : cfdmsmj.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

A défaut de transmission dans les délais, les prix de l'année en cours s'appliquent jusqu'à la date anniversaire suivante.

11.4 – Clause de sauvegarde

Toute augmentation supérieure à 5% par rapport au dernier prix applicable est susceptible d'entraîner la résiliation du marché sans indemnité pour le titulaire. Dans cette hypothèse, ce sont les prix antérieurement en vigueur qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes, paiement partiel définitif et solde s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

12.1 – Acomptes et paiements partiels

Les prestations forfaitaires périodiques font l'objet d'acomptes mensuels correspondant à 1/12ème du montant du forfait annuel indiqué dans l'annexe financière, le dernier acompte valant solde.

Les prestations forfaitaires ponctuelles seront réglées en une fois après exécution et admission des prestations.

Les prestations sur bon de commandes seront réglées en une fois après exécution et admission des prestations.

12.2 – Demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-FCS,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du Cerema Centre Est,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant Chorus Pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

12.3 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur sur chorus pro.

12.4 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 13 – AVANCE

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire du marché et ce dans le respect des dispositions des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Les dispositions de l'article 11.1 – option A du CCAG-FCS 2021 s'appliquent.

L'avance n'est pas révisable.

Conformément Code de la commande publique, le titulaire peut prétendre à une avance de 30% du montant du prix global et forfaitaire ainsi que d'une avance similaire dans le cas où les bons de commande sont supérieurs à 50 000€ HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché public, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les sous-traitants peuvent bénéficier d'une avance dans les conditions fixées aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique.

ARTICLE 14 – OPERATION DE LIVRAISON, VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG FCS, aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, le Cerema ne requiert pas la présence du titulaire pour les vérifications. En conséquence, le titulaire n'est pas obligatoirement avisé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux spécifications techniques du marché.

Les vérifications des prestations périodiques et ponctuelles se font selon les dispositions à l'article 20 du présent CCP.

Les décisions de réfaction, de rejet (non admission) ou d'ajournement sont notifiées au titulaire qui a quinze (15) jours pour présenter ses remarques. Sans observation à l'issue des quinze (15) jours, il est fait application de la décision.

En cas de recours, les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations d'admission sont prolongés du délai nécessaire à l'exécution d'analyses complémentaires qui restent à la charge du titulaire.

ARTICLE 15 – SOUS – TRAITANCE

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema par mail ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les renseignements du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue au CCP.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du CCP.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 16– CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,

- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

ARTICLE 17– RESILIATION DU MARCHE

17.1- Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

17.2- Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- En cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- Dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.
- Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le

cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;

- Si le montant cumulé des pénalités dépasse le montant prévu à l'article 12 du présent CCAP.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

17.3- Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont le Cerema accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché public, hors indemnisation éventuelle du titulaire. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, le Cerema mandate au profit du titulaire 80% du montant de ce solde ; si le solde est débiteur, le Cerema exige du Titulaire le reversement immédiat de 80% de ce solde.

ARTICLE 18 - CLAUSE D'EVOLUTION

Le titulaire a la possibilité en cours de marché :

- d'apporter des modifications sur des produits en vue de leur amélioration
- d'introduire de nouveaux produits, tant qu'ils s'inscrivent dans le champ du marché. Il s'agit notamment des nouveaux produits devant remplacer d'autres produits figurant aux extraits de catalogue du titulaire du fait de l'évolution technologique.

En cas de substitution d'un produit par un autre, les nouveaux matériels à performances au moins égales à celles des anciens seront livrés à un prix au plus égal à celui des anciens.

Le titulaire est tenu d'informer l'acheteur quinze (15) jours à l'avance par mail et courrier recommandé avec réception, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ses produits. Cette information devra être accompagnée des données techniques liées à ces changements et éventuellement des nouveaux prix qui en résultent.

Les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, si l'acheteur n'a pas fait d'observation dans le délai d'un mois à compter de la réception du courrier du titulaire.

ARTICLE 19 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

ARTICLE 20 – Provenance, qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Les produits utilisés par l'entreprise doivent répondre aux normes et réglementation en vigueur à la date de notification du marché. Ils doivent être respectueux de l'environnement tout en restant efficace sur le long terme.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter à la personne publique les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

○ 20.1 Contrôle Qualité

La qualité du nettoyage est vérifiée par l'examen des quatre critères : aspect, confort, propreté, hygiène.

Le suivi des prestations de nettoyage est décrit à l'Annexe 5 « Plan d'Assurance Qualité ».

Le Cerema procède aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives notamment au vu :

- des bons d'intervention avec avis de passage,
- des comptes-rendus d'intervention si éventuellement des anomalies seraient constatées,
- des bordereaux de suivi de déchets sur demande de la DterMed.

○ **20.2. Cahier de liaison numérique**

Le prestataire met à disposition du Cerema, un cahier de liaison numérique, au plus tard, avant le démarrage des prestations. Ce cahier permet d'assurer un suivi quotidien. Il est renseigné et validé par les représentants du prestataire et de l'utilisateur. Ce cahier de liaison sera à disposition soit via un lien internet transmis au PLI, soit par email au plus tard le lendemain de toute intervention.

Quotidiennement, l'utilisateur vérifie que les prestations périodiques et ponctuelles (et fournitures associées) ont été réalisées conformément à la commande et note tout dysfonctionnement relevé sur son site (défaut d'intervention, de qualité de service, d'approvisionnement des consommables).

Le représentant du prestataire, note dans ce cahier numérique, les visites qu'il effectue et les actions correctives mises en place pour remédier aux dysfonctionnements qui lui ont été signalés. Il signe le cahier de liaison à chacun de ses passages en en mentionnant la date et l'heure.

Le titulaire du marché doit impérativement présenter une version dématérialisée de ce dispositif

○ **20.3. Mise en œuvre des actions correctives**

Tout dysfonctionnement dans l'exécution des prestations, dûment signalé dans le « cahier de liaison numérique », par messagerie ou lors des contrôles aléatoires donne lieu à la réalisation d'actions correctives.

Ces dernières doivent impérativement être réalisées par le prestataire et feront l'objet d'une information sous 24 heures.

Il appartient au prestataire d'apporter la preuve des actions correctives mises en place par tout moyen et le cas échéant, à l'occasion de contrôles contradictoires opérés avec le bénéficiaire.